



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
Centre-Val de Loire**

**DEMANDE DE SUBVENTION
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ORGANISMES PUBLICS**
(données indispensables à l'instruction de la demande)

AIDE DE L'ÉTAT SOLLICITÉE au titre des monuments historiques

INFORMATIONS CONCERNANT LE PROJET :

Département :

Monument historique :

Intitulé du projet et résumé de l'objet :

PC ou AC n° :

accordé le :

joindre la copie de l'arrêté du permis de construire à la demande.

INFORMATIONS CONCERNANT LE PORTEUR DE PROJET :

Nom ou raison sociale :

Forme Juridique :

Adresse :

N° de téléphone :

Adresse électronique :

Représentant légal :

N° SIRET :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROJET

Description du projet :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date prévisionnelle de début de réalisation du projet (*): mois : année :

Date prévisionnelle de fin de réalisation du projet (*): mois :année ;.....

Soit en cas d'attribution de subvention, une demande de solde devant être adressée au plus tard le.....(mois/année n+1 par rapport à la date de fin)

Attention ! : le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 prévoit que la demande de solde doit intervenir au plus tard dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement de l'opération.

(*) - Etudes d'avant-projet : de la date de démarrage à la date de remise

- Travaux : de la consultation des entreprises à la remise du DDOE

Coût prévisionnel du projet : € HT..... €TTC

Montant de l'aide financière demandée à l'État :.....€ (.....%)

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

DÉPENSES HT (préciser les postes de dépenses)		RECETTES	
	€	Subvention DRAC (.....%)	€
	€	Subvention Région (.....%)	€
	€	Subvention Département (.....%)	€
		Autres (UE, Autres Ministères, Préfecture : DSIL...) (.....%)	
	€		€
	€		€
	€		€
	€	Autofinancement (.....%)	€
		Autre (Mécénat, Dons ...) (.....%)	
TOTAL HT		TOTAL HT	€

N.B : Le montant de la subvention allouée par le Ministère de la Culture ne saurait être modulée suite à des modifications de montants des autres subventionneurs, la différence demeurant à la charge du pétitionnaire (autofinancement).

ATTESTATION DU DEMANDEUR

Je soussigné(e), M. ou Mme _____, en ma qualité de propriétaire ou de représentant légal ou de personne habilitée, sollicite une subvention de l'État d'un montant de _____ € pour la réalisation du projet.

Je reconnais avoir eu connaissance que mon projet ne doit pas avoir commencé avant que le dossier soit déclaré ou réputé complet, sauf si j'ai, pour des motifs d'urgence (événement imprévisible, sécurité des personnes) sollicité et obtenu, des services de l'État chargés des monuments historiques, une autorisation de commencer le projet après dépôt de ma demande mais avant accusé de réception du dossier complet.

J'atteste :

- que l'organisme que je représente est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- ne pas être assujetti(e) à la TVA (pas de récupération) ;
- être assujetti(e) à la TVA (récupération) ;
- bénéficiaire du FCTVA (fonds de compensation de la TVA) ;
- assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération ou produire la pièce me confiant la maîtrise d'ouvrage de ce projet ;

Je certifie solliciter les aides publiques indiquées au plan de financement et m'engage à réunir les financements nécessaires à l'opération.

- je m'engage à prendre en compte les éléments à caractère sociaux et environnementaux et
- les objectifs de développement durable dans la mise en œuvre de ce projet ;

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués et des documents produits.

À _____, le _____

Signature et cachet du demandeur

PIÈCES À FOURNIR pour l'instruction de la demande

- Arrêté du 12 novembre 2019 pris pour l'application de l'article 6 du décret du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement
- Articles L. 621-27 et L 621-9 du Code du Patrimoine

Aucune demande ne sera traitée sans les documents suivants :

1) relatifs au demandeur :

- Formulaire de demande de subvention complété, daté et signé
- Justificatif de propriété
ou
- Pièce justifiant la délégation de maîtrise d'ouvrage (convention de mandat), si le demandeur n'est pas le propriétaire
- Relevé d'identité bancaire au nom du demandeur
- GIP : convention constitutive du groupement avec copie de l'arrêté publié au JO
- Structure inter-communale : copie des statuts précisant les compétences

2) relatifs à l'opération :

- Copie des devis estimatifs et descriptifs détaillés par lot (travaux) et /ou des honoraires
- Copie de l'autorisation de travaux pour les édifices classés délivrée par le préfet de région au titre du Code du patrimoine
- Copie de l'arrêté de permis de construire pour les édifices inscrits délivré par l'autorité compétente au titre du Code de l'urbanisme
- Autorisation du préfet de département de porter à plus de 80 % le total des aides publiques, le cas échéant (art. L.1111-10 du code général des collectivités territoriales)

VOTRE DOSSIER EST À ADRESSER

PAR COURRIER OU PAR MEL À :

**Direction régionale des affaires culturelles Centre-Val de Loire
Conservation régionale des monuments historiques
6 rue de la Manufacture
45043 Orléans Cedex**

Pour tout renseignement, veuillez contacter :

**Monsieur Denis Grandemenge (dép. 36/37/45)
denis.grandemenge@culture.gouv.fr**

**Madame Cécile Rousseau (dép. 18/28/41)
cecile.rousseau@culture.gouv.fr**

**Conservation régionale des monuments historiques
02 38 78 85 00**